

Les éléments des autres domaines du droit qui doivent également être pris en compte

Introduction

Pour toute personne qui s'apprête à venir exercer une activité économique en Chine, il est important de prendre en compte un certain nombre de règles, en plus de celles réduites au droit des affaires, qui peuvent potentiellement affecter une activité. En pratique, un nombre important de disposition civiles, pénales, administratives, du droit du travail, etc. Vont conditionner le succès ou non de cette démarche et la capacité d'un ressortissant français à venir travailler en Chine. Cette rubrique est donc par nature très large et ne se veut pas exhaustive.

Au moment de venir développer un activité en Chine, une des premières questions qui se pose est celle de l'accès au territoire chinois (puis de sa sortie). Comment obtenir un visa, qu'en est-il de statut de la famille ? Il est important d'avoir en tête les règles de droit administratif chinois en matière d'entrée et de sortie du territoire.

Il est aussi nécessaire d'avoir en tête un certain nombres de principes du droit civils, tels que les règles relatives à la responsabilité civile ou au délais de prescription. Le droit civil chinois est actuellement en phase de codification et un Code civil devrait être adopté d'ici 2020. La Chine a récemment adopté « les provisions générales du droit civil », elles ont notamment introduit un droit à la protection des informations personnelles, la responsabilité des entreprises pour les actes d'un de ses représentants dans le cadre de ses fonctions ou encore l'extension de la prescription quand à l'exercice des droits civils à trois ans.

De même, tout acteur économique se retrouve à un moment ou a un autre dans une position où rentre en compte le droit du travail. En effet, en investissant en Chine, un ressortissant français se trouvera probablement dans la position d'embaucher du personnel. Il faudra à ce moment se rappeler certaines normes spécifiques au droit du travail chinois, et notamment la loi sur le contrat de travail, ainsi que les règles en matière de sécurité sociale.

Il faut également tenir compte des particularités du droit de la propriété chinois, ainsi on ne peut pas acheter de terrain en Chine, un investisseur ne peut que se voir octroyer un droit d'utilisation du terrain pour une durée qui varie selon l'usage fait de celui-ci.

D'une manière plus général, certaines règles pénales sur la responsabilité des dirigeants, en matière de corruption par exemple, ou les contraintes posées par la nouvelle loi sur la cybersécurité en matière de protection des données personnelles auront potentiellement un impact sur le developpement d'une activité en Chine.

Enfin, Il faudra également prêter attentions aux spécificités régionales, les gouvernements locaux pouvant adopter un certain nombre de règlementations et distribuant certaines des autorisations administratives nécessaires à l'exercice d'une activité économique.